



HAL
open science

La campagne anti-française d'Al-Qaida au Sahara

Jean-Pierre Filiu

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Filiu. La campagne anti-française d'Al-Qaida au Sahara. Politique internationale, Politique internationale, 2011, pp.147 - 160. hal-03461481

HAL Id: hal-03461481

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03461481>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POLITIQUE INTERNATIONALE N° 131 - PRINTEMPS 2011

LA CAMPAGNE ANTI-FRANCAISE D'AL-QAIDA AU SAHARA

Article de Jean-Pierre FILIU

Le 21 janvier 2011, Oussama Ben Laden menace la France, qu'il somme de retirer ses troupes engagées en Afghanistan : ce « suivisme vis-à-vis de l'Amérique », avertit-il, « coûtera cher sur différents fronts, à l'intérieur comme à l'extérieur de la France ». Cette algarade est diffusée par la chaîne satellitaire panarabe Al-Jazira, basée au Qatar, qui a depuis plus d'une décennie la primeur des déclarations du chef d'Al-Qaida. Il s'agit d'un enregistrement uniquement sonore : Ben Laden n'est plus apparu à l'écran depuis 2004. Mais la particularité de ce message est qu'il ne concerne pas le noyau dur des fidèles d'Al-Qaida, repliés autour de leur leader dans les zones tribales du Pakistan, à la frontière de cet Afghanistan dont les forces occidentales sont sommées de se retirer. Non, Ben Laden s'adresse, par-delà l'opinion française ainsi prise à partie, à ses partisans d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), à des milliers de kilomètres de là, car ils constituent à ses yeux l'avant-garde du combat contre la France. Ben Laden avait déjà menacé la France, le 27 octobre 2010, lui consacrant une déclaration particulière - une attention qu'il réservait jusque-là aux seuls États-Unis, sa cible privilégiée bien avant les attentats du 11 septembre 2001. Le chef d'Al-Qaida avait alors lié pour la première fois le sort des cinq otages français enlevés le mois précédent par AQMI dans le nord du Niger (avec deux autres expatriés, togolais et malgache) à la politique française en Afghanistan : « Tout comme vous tuez, vous êtes tués. Tout comme vous prenez des prisonniers, vous êtes pris en otages. De même que vous menacez notre sécurité, nous vous menaçons en retour, et celui qui a commencé est le fauteur d'injustice. Le seul moyen de préserver votre sécurité est de mettre un terme à toutes ces injustices perpétrées à notre encontre, en commençant par votre retrait de la maudite guerre de Bush en Afghanistan. » Abdelmalek Droukdal, le dirigeant d'AQMI, avait par la suite repris à son compte cette exigence et remis publiquement le sort des otages français entre les mains de Ben Laden, dans un message également diffusé par Al-Jazira.

Cette situation est aussi inquiétante qu'inédite. Al-Qaida, qui n'a jamais pu frapper le territoire français, n'a pas été non plus en mesure de mener des attentats sur le sol européen depuis les explosions kamikazes dans les transports publics de Londres, le 7 juillet 2005 (56 morts, dont les quatre terroristes). Mais l'organisation de Ben Laden a trouvé dans AQMI le relais capable de viser par défaut la France dans la zone sahélienne, tout en s'efforçant d'amplifier l'impact médiatique de ces attaques anti-occidentales - qu'il s'agisse de prises d'otages, d'attentats à l'explosif ou d'assassinats plus ou moins ciblés. Pour comprendre cette configuration triangulaire entre la France, le Sahara et le sanctuaire pakistanais de la direction d'Al-Qaida (« Al-Qaida central »), il convient de revenir sur le laborieux processus d'incorporation des réseaux nord-africains à l'organisation de Ben Laden. AQMI représente, en outre, une forme tout à fait originale de « gangstéro-jihadisme », où les activités délinquantes et terroristes sont intimement liées.

Ben Laden et le jihad algérien

Oussama Ben Laden n'a pas trente ans lorsqu'il décide de quitter l'Arabie saoudite pour s'installer, en 1984, dans la ville de Peshawar, base arrière pakistanaise de la guérilla antisoviétique en Afghanistan. Il devient alors l'adjoint d'Abdallah Azzam, un prédicateur jordanien d'origine palestinienne, qui souhaite promouvoir la participation directe d'islamistes arabes à l'insurrection afghane. Telle est la vocation du « Bureau des services », une structure basée à Peshawar et disposant de relais dans tout le monde arabe et au-delà. Azzam est également épaulé par Abdallah Anas, un militant algérien (de son vrai nom Boudjemaa Bounoua), parti combattre aux côtés d'Ahmad Shah Massoud, figure mythique de la résistance à l'Armée rouge dans la vallée du Panjshir. Azzam, Ben Laden et Anas sont tous trois issus de la matrice des Frères musulmans, mais la décision de la Confrérie islamiste de soutenir le jihad afghan politiquement plutôt que militairement les a éloignés de leur organisation d'origine.

Les volontaires arabes sont hébergés à Peshawar dans des maisons d'hôtes (madhafa) correspondant à leurs nationalités respectives. Un certain Qari Saïd (surnom d'Abderrahim Gharzouli) gère l'accueil des militants algériens. Le nombre de ceux-ci atteint sans doute un millier vers 1987, mais la plupart d'entre eux ne combattent pas en Afghanistan, cultivant plutôt leurs convictions radicales dans le confort relatif des camps d'entraînement au Pakistan. Ben Laden les fréquente moins que ses compatriotes saoudiens et, surtout, que les jihadistes égyptiens, au premier rang desquels Ayman Zawahiri. De manière générale, l'influence de Zawahiri est déterminante dans la prise de distance progressive de Ben Laden par rapport à Azzam et dans la constitution secrète d'Al-Qaida, littéralement « la Base », en août 1988, dans la banlieue de Peshawar. Cette organisation clandestine, fondée sur l'allégeance absolue à son émir (littéralement « commandant ») et fondateur Ben Laden, a un programme révolutionnaire dans le monde musulman qui dépasse de loin l'horizon afghan (l'Armée rouge a d'ailleurs entamé son retrait du pays, qui est achevé en février 1989). L'obsession de Zawahiri pour la sécurité fait que ce noyau initial d'Al-Qaida est essentiellement saoudien et égyptien, malgré l'importante présence algérienne à Peshawar.

Les vétérans « afghans » qui reviennent en Algérie à partir de 1989 y contribuent à l'effervescence islamiste : Abdallah Anas rejoint le Front islamique du salut (FIS), mais la majorité des « Afghans » participent, tel Qari Saïd, à la constitution de maquis jihadistes. La suspension du processus électoral, en janvier 1992, qui prive le FIS d'une victoire certaine, débouche sur une véritable guerre civile. Les insurgés jihadistes se confédèrent dans le Groupe islamique armé (GIA). Ben Laden et Zawahiri sont à cette époque exilés au Soudan. Qari Saïd garde le contact avec eux au nom du GIA. C'est aussi Saïd qui anime la propagande du GIA à partir du « Londonistan » - surnom donné à la capitale britannique du fait des facilités multiformes dont y jouissent les groupes jihadistes. Mais les règlements de comptes internes au GIA, d'une extrême violence, marginalisent l'action de Qari Saïd à partir de 1994 : Jamal Zeytouni, puis Antar Zouabri, son successeur à la tête du GIA, refusent en effet toute interférence non algérienne dans leur organisation, ce qui engendre de sérieuses tensions avec Ben Laden à Khartoum.

La campagne de terreur menée par le GIA sur le territoire français en 1995-1996 (avec notamment les attentats dans le métro parisien qui font 8 morts, le 25 juillet 1995, et 4 morts, le 3 décembre 1996) est indépendante d'Al-Qaida. D'ailleurs, si Zawahiri se distancie publiquement du GIA en juillet 1996, ce n'est pas à cause des attentats commis en France, mais en raison des liquidations de plus en plus aveugles perpétrées par les jihadistes algériens jusque dans les rangs islamistes. Cette spirale meurtrière s'accroît avec les dizaines de massacres de civils attribués au GIA en 1997. L'un des commandants du GIA, Hassan Hattab, fait dissidence en septembre 1998 pour former le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Il s'engage à épargner les populations pour recentrer la violence jihadiste contre les forces de sécurité, tandis que la propagande du GSPC se contente de dénoncer la « France croisée », sans en tirer de conséquences pratiques. Mokhtar Belmokhtar, un « vétéran » de l'Afghanistan, où il a combattu après le retrait soviétique, est responsable pour le GIA de l'immense zone saharienne. Son ralliement à Hattab, en juillet 2000, permet au GSPC d'asseoir sa logistique sur de précieux réseaux de contrebande sahélienne.

La priorité de Hattab est de préserver son organisation autour de ses maquis jihadistes de Kabylie. De fait, le GSPC est la seule formation armée qui émerge de la « décennie noire » de la guerre civile algérienne, alors que le GIA et ses diverses émanations disparaissent les unes après les autres au début de ce siècle. Mais cette posture relativement défensive et strictement algérienne est critiquée au sein même du GSPC par deux de ses commandants militaires : Nabil Sahrawi et Abdelmalek Droukdal (surnommé Abou Moussab Abdel Wadoud). L'invasion de l'Irak par les États-Unis, en mars 2003, et la montée au maquis d'une nouvelle génération d'activistes, déterminée à se former au jihad anti-américain, renforcent la main de Sahrawi et de Droukdal, qui évincent Hattab en août 2003. Sahrawi devient l'émir du GSPC, jusqu'à sa mort dans un accrochage avec les forces de sécurité, en juin 2004. Droukdal lui succède alors à la tête du groupe jihadiste, avec le soutien déterminant de Belmokhtar depuis le Sahara.

Droukdal développe les relations entre le GSPC et la branche irakienne d'Al-Qaida, dirigée par le jihadiste jordanien Abou Moussab Zarqaoui. Des centaines de volontaires, venus de toute l'Afrique du Nord, s'entraînent ainsi dans les maquis du GSPC avant de rejoindre le Moyen-Orient, où ils contribuent substantiellement à l'activité terroriste d'Al-Qaida. Zarqaoui décide en retour de kidnapper puis d'exécuter deux diplomates algériens à Bagdad, en juillet 2005, dans un geste de solidarité jihadiste que le GSPC salue publiquement. Ce pacte de sang encourage Droukdal à solliciter l'intégration formelle du GSPC au sein d'Al-Qaida, une intégration que seul Zarqaoui avait jusqu'alors pu obtenir pour sa propre formation, l'Unification et le Jihad, devenue Al-Qaida en Irak (AQI).

Les négociations sont laborieuses entre le GSPC et la direction d'Al-Qaida, cette « Al-Qaida central » réfugiée dans les zones tribales du Pakistan depuis l'hiver 2001-2002. Ben Laden en délègue la conduite à Zawahiri qui souhaite étendre ses réseaux vers l'Afrique du Nord et veille à leur cohérence d'ensemble. Il lui faut ménager trois autres groupes bien plus liés à Al-Qaida que le GSPC : le Groupe islamique combattant libyen (GICL), dont de nombreux dirigeants figurent dans la hiérarchie même d'Al-Qaida, ainsi que les Groupes islamiques combattants tunisien (GICT) et marocain (GICM), responsables respectivement des attentats de Djerba (11 avril 2002, 21 morts) et de Casablanca (16 mai 2003, 45 morts). Mais le GSPC compte quelques centaines de membres, là où les effectifs de chacun des trois « groupes islamiques combattants » sont loin de dépasser la centaine.

Et le GSPC a pour lui deux avantages décisifs : il dispose de sanctuaires jihadistes dans les massifs algériens, et il bénéficie d'une dynamique maghrébine nourrie par l'engagement anti-américain en Irak.

Zawahiri célèbre donc le cinquième anniversaire des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone en annonçant, le 11 septembre 2006, que Droukhal a prêté allégeance à Ben Laden. Belmokhtar apporte une fois de plus son soutien à Droukhal dans ce processus qui aboutit, le 24 janvier 2007, à la transformation du GSPC en Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Les jihadistes algériens sont ainsi cooptés au sein de l'avant-garde autoproclamée de la révolution panislamique. « Al-Qaïda central » attend d'eux qu'ils projettent leur terreur au nord de la Méditerranée afin de relancer le cycle terroriste suspendu en Europe depuis le bain de sang du 7 juillet 2005 à Londres. Et c'est sous la bannière du « Maghreb islamique », c'est-à-dire de l'intégration régionale des factions nord-africaines, que l'ex-GSPC est appelé à développer ses réseaux.

Le basculement d'AQMI vers le Sahara

Le 11 avril 2007, trois attentats-suicides coordonnés frappent la capitale algérienne, l'une des explosions visant le palais du gouvernement, en plein centre-ville. Le 11 juillet, une camionnette bourrée d'explosifs est lancée contre une caserne à Lakhdaria. Le 11 décembre, ce sont les bureaux des Nations unies à Alger et le Conseil constitutionnel qui sont la cible d'un nouvel attentat. Cette sinistre litanie d'attentats toujours perpétrés le onzième jour du mois, en écho au 11 Septembre américain, s'inscrit dans le fétichisme chronologique de l'organisation de Ben Laden. Mais elle s'accompagne de toute une série aléatoire et meurtrière d'attaques kamikazes, notamment contre le cortège du président Abdelaziz Bouteflika, à Batna, le 6 septembre 2007. L'Algérie traumatisée voit se révéler les pires démons de la décennie précédente, de sa guerre civile et de son terrorisme aveugle.

L'introduction de la technique de l'attentat-suicide, jusque-là pratiquement inusitée en Algérie, représente la conséquence la plus spectaculaire de la métamorphose du GSPC en AQMI. Mais la formation, dirigée par Droukhal depuis la Kabylie, n'a fondamentalement modifié ni sa structure ni son fonctionnement. Quant à Belmokhtar, il continue de financer ses activités jihadistes dans le Sahara par des trafics de toutes sortes, qui lui valent le sobriquet de « Mister Marlboro ». L'extorsion de fonds n'est d'ailleurs pas le privilège de la branche saharienne d'AQMI : le racket des populations montagnardes et l'enlèvement de notables, libérés contre rançon, sont régulièrement pratiqués par les commandos de l'ex-GSPC en Kabylie. Le plus préoccupant pour « Al-Qaïda central » est que la formation de Droukhal s'avère incapable d'accomplir les deux missions qui lui ont été assignées lors de son intégration.

C'est d'abord l'ambition maghrébine qui marque rapidement le pas, tant l'ex-GSPC peine à dépasser sa logique algérienne pour acquérir une véritable dimension nord-africaine. Certes, des centaines de militants marocains, tunisiens, libyens ou mauritaniens ont transité par ses camps d'entraînement depuis 2003, mais la plupart d'entre eux espéraient rejoindre l'Irak pour y mener le jihad contre l'occupation américaine, et peu sont demeurés en Algérie pour se fondre dans AQMI. Le Groupe islamique combattant libyen (GICL) conserve son autonomie opérationnelle et les cellules jihadistes au Maroc comme en Tunisie demeurent tout à fait indépendantes. Le seul pays maghrébin où AQMI parvient à s'implanter est la république islamique de Mauritanie, cible de la violence de Belmokhtar depuis 2005.

Quant aux réseaux jihadistes sur le sol européen, c'est également dans une dynamique liée à l'Irak qu'ils se développent après 2003, et AQMI a fort à faire pour les entretenir sous son seul drapeau. Cette difficulté est aggravée par l'efficacité de la coopération policière, d'une part entre les pays européens (surtout depuis que les attentats de 2005 ont scellé le destin du « Londonistan » et de ses facilités), d'autre part entre les services de sécurité du nord et du sud de la Méditerranée. S'y ajoute le discrédit généralisé du discours jihadiste, symbolisé par le retournement contre Al-Qaïda, à l'automne 2007, de Sayyid Imam al-Sharif (alias docteur Fadel), qui avait en 1988 élaboré la légitimation doctrinale de l'organisation de Ben Laden (1). AQMI n'arrive plus à recruter en Europe, ni a fortiori à y entretenir des cellules dormantes. La formation de Droukhal s'en remet dès lors de plus en plus à Internet, en espérant attirer des sympathisants via les forums jihadistes. Avec un succès limité.

AQMI poursuit pourtant sa campagne médiatique de dénonciation de la « nouvelle colonisation » et martèle ses menaces à l'encontre de l'Amérique « infidèle », ainsi que de la France et de l'Espagne « croisées ». Mais son incapacité à frapper le nord de la Méditerranée contraint l'ex-GSPC à se rabattre sur les cibles occidentales dans son environnement local. Il revient encore à Belmokhtar d'aider Droukhal à relever ce défi. Ses commandos assassinent quatre touristes français, le 24 décembre 2007, dans l'est de la Mauritanie. Peu après, les menaces terroristes contraignent les organisateurs du rallye Paris-Dakar à le transférer en Amérique latine. En Algérie même, AQMI parvient, après un an et demi de traque meurtrière, à assassiner un ingénieur français, le 8 juin 2008 à Lakhdaria, au prix de la mort de 11 Algériens, fauchés par l'explosion successive de deux voitures piégées. La propagande d'AQMI s'efforce cependant de magnifier son bilan anti-occidental : elle prétend, le 20 août 2008, avoir tué à Bouira 12 Canadiens de la société SNC-Lavalin, alors que l'explosion d'un bus de cette société n'a fait que des victimes algériennes.

Les forces de sécurité algériennes, prises de court par la vague d'attentats de 2007, récupèrent peu à peu l'initiative et éliminent les réseaux jihadistes dans la capitale. La plupart des provinces du pays voient l'activité terroriste chuter, puis disparaître, avec une concentration de la violence d'AQMI dans les trois gouvernorats de Bouira, Boumerdes et Tizi-Ouzou, tristement surnommés le « triangle de la mort » (une attaque kamikaze contre l'école de police de Boumerdes tue 45 personnes le 19 août 2008). Droukhal ne paraît pas directement menacé et s'offre le luxe d'accorder, certes par voie électronique, une interview exclusive au New York Times, publiée le 1er juillet 2008.

L'émir d'AQMI voit pourtant bien que la violence de ses commandos est endiguée sur le territoire algérien ; que le territoire européen demeure hors de sa portée ; et que la dynamique maghrébine s'est essouffée. Toutes ces raisons conjuguées le poussent à basculer vers le Sahara les priorités de son organisation. Il compte s'appuyer largement sur son fidèle Belmokhtar, auprès de qui il a délégué un autre de ses hommes liges, Yahya Djouadi. Mais la montée en puissance d'un autre commandant du Sahara, Abdelhamid Abou Zeid, va entraîner une surenchère qui échappera largement à Droukhal lui-même.

À la différence de Belmokhtar, dont la katiba (littéralement le « bataillon ») est établie depuis plus d'une décennie, Abou Zeid est initialement un contrebandier qui a mis ses talents interlopes au service du GIA, puis du GSPC, avant d'en devenir un des cadres intermédiaires. Il a, à ce titre, participé à l'enlèvement et à la détention, en 2003, de 32 touristes occidentaux dans le désert algérien, dont le dernier groupe est finalement libéré après de longs mois de tractations dans le nord du Mali (à l'exception d'une otage allemande, sans doute décédée des suites d'une insolation). Abou Zeid constitue plus tard sa propre katiba au sein d'AQMI et se distingue très vite par l'extrême mobilité de ses commandos. Le 22 février 2008, il ordonne l'enlèvement dans le sud de la Tunisie de deux touristes autrichiens, rapidement transférés dans le Sahara algérien.

AQMI exige publiquement la libération de ses membres incarcérés en Algérie et en Tunisie sans divulguer leurs noms, qu'elle dit avoir transmis par son canal propre. Ce type de revendication tranche avec le mode opératoire d'Al-Qaïda qui, en Irak comme au Pakistan, a utilisé les otages occidentaux pour de morbides mises en scène, et non pour négocier l'élargissement de tel ou tel de ses militants. Il apparaît d'ailleurs très vite que c'est Abou Zeid qui marchandait le sort des Autrichiens kidnappés, hors de tout contact avec Droukhal. Après une série de crises et de coups de théâtre, les deux otages autrichiens sont libérés, le 30 octobre 2008, par l'armée malienne. Si les conditions de cet heureux dénouement restent secrètes, il semble évident que la dimension crapuleuse de l'enlèvement de touristes occidentaux a été aussi déterminante en 2008 qu'en 2003.

La rivalité des deux commandants de katiba

Par ce coup de force, Abou Zeid s'est imposé à Droukhal comme à Belmokhtar. L'émir d'AQMI prend acte de la nouvelle donne et place les deux chefs de katiba sous l'autorité nominale de Yahya Djouadi, son représentant pour le Sahara. Alors que Belmokhtar dirige la katiba des « Moulathamounes » - littéralement les « Enturbannés », en référence aux tribus guerrières qui ont islamisé le Sahel -, Abou Zeid affiche ses ambitions en conférant à sa katiba le nom du conquérant de l'Espagne médiévale, Tariq Ibn Ziyad. Le demi-millier de membres d'AQMI demeure équitablement réparti entre les maquis de Kabylie, d'une part, et les deux katibas du Sahara, d'autre part, chacune d'entre elles étant forte d'un effectif comparable. Mais l'activisme débridé de la centaine de fidèles d'Abou Zeid va bientôt imposer son tempo à tout le reste de l'organisation. Face à « Mister Marlboro », pour qui les trafics de cigarettes, mais aussi d'armes, de drogue et d'immigrants illégaux, constituent une rente fort profitable, Abou Zeid rétablit la priorité de la violence jihadiste, à laquelle l'activité délinquante doit être subordonnée. Et, alors que Belmokhtar concentre sa violence sur la Mauritanie pour préserver ses bases arrière au Mali, voire en Algérie, Abou Zeid va répandre l'insécurité dans toute la zone sahélienne.

Le Niger était resté épargné par la violence d'AQMI jusqu'au 14 décembre 2008 : Abou Zeid commandite ce jour-là l'enlèvement, non loin de Niamey, de deux diplomates canadiens, le représentant du secrétaire général de l'ONU et son adjoint, libérés quatre mois plus tard au Mali. Le 22 janvier 2009, quatre touristes européens sont kidnappés dans l'est du Mali, toujours sur l'injonction d'Abou Zeid. Trois d'entre eux, de nationalité suisse et allemande, sont finalement libérés. Mais Abou Zeid court-circuite Droukhal et la hiérarchie d'AQMI pour traiter directement avec « Al-Qaïda central » du sort du touriste britannique Edwin Dyer. Les collaborateurs de Ben Laden pressent le commandant algérien d'en finir avec les tractations plus ou moins avouables d'AQMI. L'assassinat de Dyer est annoncé le 31 mai et Droukhal, mis devant le fait accompli, s'efforce de reprendre la main en se déchaînant contre son adversaire de prédilection, la France, qu'il accuse, le 30 juin, d'être la « mère de tous les vices ». Zawahiri franchit un nouveau degré dans l'escalade en prétendant, le 5 août, que la France nourrit une hostilité « éternelle » à l'encontre de l'islam. Trois jours plus tard, un kamikaze explose devant l'ambassade de France à Nouakchott. Il a été dépeché par Belmokhtar, qui ne peut plus rester passif face à la surenchère anti-française.

Abou Zeid vient en effet d'ouvrir un autre front, cette fois dans le nord du Mali : l'assassinat par ses sicaires d'un haut gradé du renseignement malien à Tombouctou entraîne, à l'été 2009, toute une série d'accrochages dans le désert du Nord, perturbant les arrangements locaux de Belmokhtar. Les deux chefs de katiba vont alors se lancer dans une véritable chasse aux otages occidentaux, mobilisant tous leurs partenaires délinquants dans la zone. Au

bout de quelques semaines, Belmokhtar détient trois captifs espagnols et un couple d'Italiens, alors qu'Abou Zeid s'est emparé d'un humanitaire français, Pierre Camatte. Des tractations complexes aboutissent à la libération progressive de tous les otages. Mais Abou Zeid a habilement joué sur la corde jihadiste en se ralliant deux chefs de saraya (littéralement « section ») actifs dans le nord du Mali : Abdelkarim al-Targui (un Touareg malien, le seul cadre d'AQMI à ne pas être algérien) et Yahya Abou al-Hammam. Yahya Djouadi, encerclé par l'armée algérienne dans la région de Biskra, n'exerce plus qu'une autorité nominale sur la zone du Sahara. Et Belmokhtar, confronté à une agressivité inédite de l'armée mauritanienne, est plutôt sur la défensive. Quant à Droukdal, son pouvoir largement formel sur les katibas du Sahara est affaibli par le recul de Belmokhtar, par les difficultés de communication entre la Kabylie et le Sahara, ainsi que par les échanges directs entre Abou Zeid et « Al-Qaida central ».

Belmokhtar comme Abou Zeid s'en remettent à leurs partenaires délinquants pour opérer des enlèvements d'Occidentaux qui, dans un deuxième temps, sont livrés à AQMI, moyennant rétribution immédiate ou échange de services lors de futurs trafics (transit de marchandises illégales, exfiltrations de criminels recherchés, voire escorte d'un convoi sensible). Le 19 avril 2010, Michel Germaneau, un humanitaire français de 78 ans, est kidnappé dans le nord du Niger par une de ces bandes itinérantes, qui le remet à Abou Zeid trois jours plus tard. Le commandant jihadiste ne désire mener aucune négociation sur le sort de cet otage ; il ne transmet d'ailleurs aucune revendication précise. Il choisit au contraire de déclencher une épreuve de force de longue haleine avec la France misant sur l'écho médiatique de la détention prolongée d'un otage âgé et fragile.

« Al-Qaida central » souscrit sans réserve à cette nouvelle stratégie. Soumise à des bombardements meurtriers de ses bases pakistanaises par les drones de la CIA, la direction d'Al-Qaida voit dans l'ouverture d'un nouveau « front » au Sahara l'occasion de gagner du temps dans l'attente d'un éventuel retournement en sa faveur du rapport de forces au Pakistan. D'ici là, l'agressivité dramatisée d'AQMI redonne une visibilité appréciable aux partisans de Ben Laden, qui ont perdu l'initiative sur la plupart de leurs théâtres d'opérations. La France est ciblée non pas pour ses positions politiques, mais du fait de l'impact que toute attaque à son encontre provoque dans la région comme en Europe. L'année précédente, « Al-Qaida central » avait tenté de parasiter la campagne électorale allemande en menaçant, par le biais de jihadistes germanophones, de mener des attentats sanglants si la Bundeswehr demeurait en Afghanistan. Cette manœuvre avait fait long feu lors des législatives allemandes de septembre 2009, tenues sans le moindre incident. « Al-Qaida central » a alors décidé de profiter de l'activisme d'Abou Zeid pour se battre sur la France.

Un raid de l'armée mauritanienne contre une base d'AQMI au Mali, le 22 juillet, fournit à Abou Zeid le prétexte pour annoncer la mort de Michel Germaneau. Les circonstances de ce décès restent à ce stade obscures et il n'est pas exclu que l'otage ait été victime des conditions extrêmes de sa détention. La dépouille de Germaneau n'a de toute façon pas plus été restituée que celle d'Edwin Dyer, l'otage britannique assassiné quatorze mois plus tôt. Droukdal, mis une fois de plus devant le fait accompli, n'a d'autre choix que de revendiquer, le 25 juillet, l'« exécution » de Germaneau en « représailles » contre le raid mené selon lui par la France, et non par la Mauritanie. Le même jour, Droukdal ordonne un attentat-suicide contre une gendarmerie de Tizi-Ouzou (un mort), afin de prouver que la violence d'AQMI n'est pas limitée au Sahara. Mais les assassinats de Dyer et de Germaneau ont définitivement gagné à Abou Zeid les faveurs d'« Al-Qaida central ».

Dans la nuit du 15 au 16 septembre 2010, sept expatriés (cinq Français, un Togolais et un Malgache) sont enlevés sur le site d'AREVA à Arlit, dans le nord du Niger. Abou Zeid, longtemps demeuré dans l'ombre, apparaît cette fois sur la photographie qui accompagne la revendication de l'enlèvement. Les otages, dispersés dans différents repaires de la katiba, sont considérés comme de véritables « boucliers humains » dont la santé et l'intégrité sont essentielles pour la sécurité de leurs geôliers. Abou Zeid se prépare à une crise longue, dont il espère sortir leader incontesté d'Al-Qaida pour toute la région. Le message de menaces contre la France, que Ben Laden diffuse le 27 octobre 2010, conforte la posture d'Abou Zeid puisqu'il exclut toute négociation à court terme sur le sort des otages. Droukdal est contraint de se rallier à la nouvelle configuration, sous peine de perdre son autorité formelle d'emir d'AQMI : le 18 novembre, il se fait l'écho des exigences de Ben Laden, auxquelles il somme la France de se conformer.

Abou Zeid a réussi à imposer la logique de confrontation avec la France à l'ensemble des réseaux d'AQMI, pour lesquels la rhétorique visant Paris était longtemps demeurée de l'ordre de la propagande. Le 5 janvier 2011, un ancien membre tunisien d'AQMI est maîtrisé au cours d'une attaque infructueuse contre l'ambassade de France à Bamako. Le 7 janvier, Belmokhtar commande l'enlèvement, en plein Niamey, de deux ressortissants français, qui sont tués le lendemain. À ce jour, Belmokhtar n'est pas parvenu à sortir de la marginalisation à laquelle l'a réduit Abou Zeid. Le risque n'en est que plus grand de voir la chasse aux otages de l'automne 2009 relancée par la rivalité entre les deux chefs de katiba d'AQMI, chacun activant ses réseaux délinquants dans la zone pour renforcer sa main durant cette épreuve qu'ils prévoient longue et pénible. Le 21 janvier 2011, Ben Laden renouvelle ses menaces contre la France. Quelques jours plus tard, dans le sud de l'Algérie, les partenaires criminels d'Abou Zeid kidnappent une touriste italienne, dont AQMI revendique bientôt l'enlèvement. Abou Zeid peut dès lors concéder, le 25 février, la libération des deux otages de nationalité africaine et de la ressortissante française, capturés à Arlit. Il détient toujours cinq captifs européens (quatre expatriés français et la voyageuse italienne).

En guise de conclusion

Les États de la région se trouvent en première ligne face à AQMI, qui ne dispose d'aucun relais politique ou social mais représente une menace majeure en termes de sécurité - menace moins directe qu'indirecte du fait de l'impact du terrorisme sur les investissements, le tourisme ou la coopération internationale. L'Algérie a conduit en décembre 2010 une offensive majeure contre les maquis d'AQMI en Kabylie, sans parvenir à les éliminer. En revanche, elle a pratiquement repoussé les commandos jihadistes au-delà de ses frontières méridionales. Un refoulement comparable a été opéré par l'armée mauritanienne, ce qui a conduit Belmokhtar, Abou Zeid, Abou al-Hammam et Abdelkarim al-Targui à tous installer leurs bases dans le nord du Mali. Le gouvernement de Bamako, qui n'a que récemment pacifié cette zone, où l'insurrection touareg a longtemps fait rage, ne souhaite pas y empêcher son armée, d'où sa tolérance envers les raids en profondeur menés sur son territoire par les forces mauritaniennes depuis l'été 2010. Au Niger, enfin, la transition démocratique a été confortée par l'élection présidentielle des 31 janvier et 12 mars 2011, qui a vu la victoire d'un opposant historique, Mahamadou Issoufou. L'armée, défiée par AQMI à Arlit comme à Niamey, est déterminée à reprendre le contrôle de la sécurité sur l'ensemble du territoire.

Mais c'est bel et bien la France qu'Al-Qaida veut cibler au Sahara. Les partisans de Ben Laden multiplient et multiplieront les provocations pour attirer les forces françaises directement sur ce théâtre et magnifier leur confrontation avec les « Croisés » plutôt qu'avec les armées de ces pays musulmans. « Al-Qaida central » comme AQMI misent aussi sur l'émotion légitime suscitée par leurs attentats, en France et au-delà. Par le biais des prises d'otages au Sahara, Al-Qaida s'efforce de prendre en otage l'opinion publique, dans le but de peser sur le débat français, voire de susciter une escalade militaire. Le paradoxe est que la marginalisation d'AQMI par les mouvements révolutionnaires en Tunisie ou en Libye, dans lesquels la participation jihadiste est nulle, pousse les réseaux terroristes, incapables de s'adapter à cette nouvelle donne, à se concentrer sur leur cible désormais privilégiée, la France, sur le terrain qui leur est le plus favorable : le Sahara.

Notes de :

(1) Le noyau fondateur d'Al-Qaida en matière idéologique est issu de l'organisation égyptienne du Jihad islamique, dont le « docteur Fadel » est le chef jusqu'en 1993. Il abandonne alors ce poste à Zawahiri pour s'installer au Yémen, où il est capturé après les attentats du 11 septembre 2001 et transféré vers l'Égypte. La sincérité de sa dénonciation d'Al-Qaida, six ans après le début de sa détention, n'a pas été mise en doute, même si les services égyptiens ont certainement facilité la diffusion d'une telle condamnation.

Politique Internationale, la plus influente revue francophone du monde consacrée aux questions internationales dans laquelle s'expriment les Chefs d'Etat et de gouvernement, les leaders politiques et les experts de renom.
11, rue du Bois de Boulogne F - 75116 Paris - Tél.: ++ 33 (0) 1.45.00.15.26 - Fax: ++ 33 (0) 1.45.00.16.87

Copyright © Politique Internationale 2002 - 2005
Tous droits réservés.